

Table des matières

Rapport de gestion

1.	Points saillants	1
2.	Introduction	2
3.	À propos de CAE	4
4.	Variations du change	9
5.	Mesures hors PCGR et autres mesures financières	9
6.	Résultats consolidés	12
7.	Résultats par secteur	14
8.	Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés	19
9.	Situation financière consolidée	20
10.	Regroupements d'entreprises	22
11.	Événement postérieur à la date de clôture	22
12.	Modifications de méthodes comptables	22
13.	Contrôles et procédures	27
14.	Principales informations financières trimestrielles	28

États financiers consolidés intermédiaires

	État consolidé de la situation financière	29
	État consolidé du résultat net	30
	État consolidé du résultat global	31
	État consolidé des variations des capitaux propres	32
	Tableau consolidé des flux de trésorerie	33

Notes annexes

	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	34
	Note 2 – Modifications de méthodes comptables	35
	Note 3 – Regroupements d'entreprises	40
	Note 4 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	40
	Note 5 – Autres profits – montant net	43
	Note 6 – Charges financières – montant net	43
	Note 7 – Participation gouvernementale	44
	Note 8 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	44
	Note 9 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	45
	Note 10 – Juste valeur des instruments financiers	45
	Note 11 – Transactions avec les parties liées	47
	Note 12 – Événement postérieur à la date de clôture	47

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2018

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES RÉSULTATS DES PÉRIODES COMPARATIVES

Le 1^{er} avril 2018, nous avons adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter l'adoption de cette norme comptable. Un complément d'information sur les ajustements apportés à nos états consolidés de la situation financière et à nos états consolidés du résultat net par suite de l'adoption d'IFRS 15 est présenté sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

<i>(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)</i>	T2-2019	T2-2018	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	743,8 \$	618,2 \$	125,6 \$	20 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ¹	98,7 \$	102,8 \$	(4,1) \$	(4) %
ROS avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	98,7 \$	88,5 \$	10,2 \$	12 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	60,7 \$	60,3 \$	0,4 \$	1 %
Résultat par action, de base et dilué	0,23 \$	0,22 \$	0,01 \$	5 %
Résultat par action avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	0,23 \$	0,20 \$	0,03 \$	15 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	137,7 \$	63,5 \$	74,2 \$	117 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	177,1 \$	97,1 \$	80,0 \$	82 %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	3 077,7 \$	2 706,2 \$	371,5 \$	14 %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	182,6 \$	178,5 \$	4,1 \$	2 %
Dette nette ¹	795,1 \$	669,8 \$	125,3 \$	19 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	14,5 %	11,1 %		
RCU avant l'incidence de la réforme de l'impôt aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	12,8 %	10,8 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ¹	8 667,6 \$	7 004,3 \$	1 663,3 \$	24 %
Prises de commandes ¹	985,9 \$	931,4 \$	54,5 \$	6 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,33	1,51		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,30			

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2019

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2019	T2-2018	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	1 465,8 \$	1 274,4 \$	191,4 \$	15 %
Résultat opérationnel sectoriel	197,2 \$	194,1 \$	3,1 \$	2 %
ROS avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	197,2 \$	179,8 \$	17,4 \$	10 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	130,1 \$	119,9 \$	10,2 \$	9 %
Résultat par action de base	0,49 \$	0,45 \$	0,04 \$	9 %
Résultat par action dilué	0,48 \$	0,44 \$	0,04 \$	9 %
Résultat par action avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	0,48 \$	0,42 \$	0,06 \$	14 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	51,9 \$	25,6 \$	26,3 \$	103 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	146,5 \$	77,9 \$	68,6 \$	88 %

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

- Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE), un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

AUTRES

- En juillet, après un arrêt de travail de cinq semaines de salariés affectés à la production, nous avons renouvelé la convention collective du groupe d'employés de Montréal (Canada) pour un terme de quatre ans avec une année d'option;
- Nous avons annoncé notre intention d'investir 1 milliard \$ en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence Numérique. L'objectif de ce projet est de développer des solutions de formation de prochaine génération pour les secteurs de l'aviation, de la défense et sécurité et de la santé, qui mettront à profit les technologies numériques. Les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté de participer au Projet Intelligence numérique en investissant des montants en partie remboursables de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

- Le 8 novembre 2018, nous avons annoncé que nous avons convenu d'acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant la prise en charge du passif. En plus de l'accord portant sur l'acquisition de la division BAT de Bombardier, nous avons accepté de verser 155 millions \$ US à Bombardier afin de monétiser nos obligations de paiement de redevances futures en vertu de l'accord actuel de fournisseur autorisé de formation (ATP), et la prolongation de cet accord avec Bombardier jusqu'en 2038.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2019* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2019;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2018;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 13 novembre 2018 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2018. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2018 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les questions environnementales et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces liées à la cybersécurité, la confidentialité des données et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, l'instabilité politique et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liées à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2018. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 9 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 180 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Nous assurons la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et santé.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté depuis plus de 70 ans.

Nous offrons la gamme de solutions de formation complètes la plus innovatrice et la plus vaste qui soit par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui conjugue la formation sur appareil, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la réalité augmentée, de même que la formation constructive au moyen de simulations sur ordinateur. Nos impératifs stratégiques se concentrent sur la protection de notre position de chef de file et la croissance plus rapide que les marchés sous-jacents.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Environ 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services, importante source de nos activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Fossé concurrentiel solide

Notre réseau mondial de formation, nos solutions uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos systèmes de formation à composante numérique, notre expertise en intégration de systèmes de formation, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Il existe des tendances favorables marquées dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense. Le trafic passagers et les budgets de défense devraient continuer de croître dans le monde au cours des 10 prochaines années.

Possibilité de rendements plus importants

La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. Nous mettons également à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients. Nous constatons des occasions d'utiliser davantage notre réseau de formation, d'accroître les produits des activités ordinaires que nous tirons de nos actifs existants et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. En collaboration avec nos clients, nous concevons et livrons les systèmes de formation les plus perfectionnés du secteur et les dotons des plus récentes innovations technologiques en matière de simulation, de réalité augmentée et de technologies numériques, qui façonnent l'avenir de la formation.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 30 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 50 centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 264 simulateurs de vol (FFS), y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris CAE données en temps réel et d'évaluations normalisées (CAE Rise^{MC}), qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, en plus de nous permettre de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et de l'accroissement des parcs d'appareils en service. À mesure que les économies mondiales et les flottes des transporteurs poursuivent leur expansion, il en va de même avec la demande de personnel qualifié des compagnies aériennes et, en conséquence, la demande de solutions de formation complètes.

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 3,5 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les neuf premiers mois de l'année civile 2018, le trafic passagers a augmenté de 6,7 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année civile 2017. Le trafic passagers a progressé de 9,2 % en Asie, alors qu'il s'est accru de 6,2 % en Europe, de 6,1 % en Amérique latine, de 5,1 % en Amérique du Nord et de 4,6 % au Moyen-Orient;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la Federal Aviation Administration (FAA), le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une progression de 2,2 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a augmenté de 2,3 %;
- Le parc mondial d'avions commerciaux devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,5 % par année au cours des deux prochaines décennies. De septembre 2017 à septembre 2018, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,2 %, affichant une hausse de 6,3 % en Asie-Pacifique, de 4,2 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 2,5 % en Amérique.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (EAU). Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes. À l'exercice 2018, nous avons mis en place CAE USA Mission Solutions Inc., une filiale de CAE USA qui mène ses activités en vertu d'une entente de procuration avec le gouvernement des États-Unis, permettant à CAE USA Mission Solutions Inc. de continuer et d'exécuter des programmes de sécurité de haut niveau.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant de la formation en classe, sur simulateur et en vol aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 90 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en médecine, soins infirmiers et soins paramédicaux ainsi que des fournisseurs de soins de santé partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine évolués simulant des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. L'an dernier, nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques destiné à la formation en soins infirmiers permettant aux programmes de soins infirmiers de s'adapter aux nouvelles réalités que sont les conditions complexes des patients hospitalisés et les questions de responsabilité en soins de santé et, en conséquence, les problèmes d'accès aux patients pour les apprenants. En juin, nous avons annoncé le lancement du nouveau mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA). Grâce au lancement de deux mannequins de moyenne fidélité, nous fournissons maintenant davantage d'outils d'apprentissage innovateurs aux établissements universitaires de santé, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale, et nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, depuis septembre 2017, lancé les trois premiers modules pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portable que nous avons lancé dans le secteur de la simulation cardiaque en septembre 2018. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA en vue d'établir un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis. Le premier établissement de formation mondial de l'AHA que CAE Santé est autorisée à exploiter a ouvert ses portes dans le centre de formation polyvalent de CAE Brunei à Brunei Darussalam.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier 2018, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2018	30 juin 2018	Augmentation / (diminution)	31 mars 2018	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,29	1,32	(2) %	1,29	— %
Euro (€)	1,50	1,53	(2) %	1,59	(6) %
Livre sterling (£)	1,69	1,73	(2) %	1,81	(7) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2018	30 juin 2018	Augmentation / (diminution)	30 septembre 2017	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,31	1,29	2 %	1,26	4 %
Euro (€)	1,52	1,54	(1) %	1,47	3 %
Livre sterling (£)	1,71	1,76	(3) %	1,64	4 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 16,8 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 2,1 millions \$ du résultat net du trimestre considéré par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Au premier semestre de l'exercice 2019, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 11,7 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,6 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2018. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Rendement du capital utilisé (RCU)

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2019

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Produits des activités ordinaires	743,8	722,0	720,9	828,2	618,2 \$
Coût des ventes	542,3	503,3	483,9	572,5	436,7 \$
Marge brute ²	201,5	218,7	237,0	255,7	181,5 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,1	30,3	32,9	30,9	29,4 %
Frais de recherche et de développement ²	29,1	31,3	22,8	29,8	30,0 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	87,9	102,7	112,3	98,6	75,1 \$
Autres profits — montant net	(9,4)	(5,2)	(4,3)	(15,1)	(18,3) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(4,8)	(8,6)	(11,3)	(8,8)	(8,1) \$
Résultat opérationnel ²	98,7	98,5	117,5	151,2	102,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,3	13,6	16,3	18,3	16,6 %
Charges financières — montant net	19,9	16,0	24,2	17,2	17,6 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	78,8	82,5	93,3	134,0	85,2 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	15,2	10,9	7,7	(11,8)	23,1 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	19	13	8	(9)	27 %
Résultat net	63,6	71,6	85,6	145,8	62,1 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	60,7	69,4	82,3	143,8	60,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,9	2,2	3,3	2,0	1,8 \$
	63,6	71,6	85,6	145,8	62,1 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	0,23	0,26	0,31	0,54	0,22 \$
Dilué	0,23	0,26	0,31	0,53	0,22 \$
Avant l'incidence de la réforme fiscale américaine et des profits nets sur les transactions liées à nos coentreprises asiatiques	0,23	0,26	0,31	0,38	0,20 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 20 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 125,6 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est établie à 75,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 48,3 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 2,1 millions \$ pour le secteur Santé.

Au premier semestre de l'exercice 2019, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 191,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 134,5 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 55,9 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 1,0 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel total² en baisse de 4,1 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 98,7 millions \$, soit 13,3 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre, contre 102,8 millions \$, soit 16,6 % des produits des activités ordinaires, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018. À l'exercice 2018, nous avons conclu une transaction stratégique avec l'une de nos coentreprises, qui avait donné lieu à la comptabilisation, au deuxième trimestre, d'un profit sur la cession de notre participation dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC). Compte non tenu de ce profit, le résultat opérationnel sectoriel aurait été de 88,5 millions \$, soit 14,3 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est replié de 4,1 millions \$, soit 4 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018. La baisse a totalisé 4,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et 0,9 million \$ pour le secteur Santé, ce qui a été neutralisé en partie par l'augmentation de 0,8 million \$ pour le secteur Défense et sécurité.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 197,2 millions \$, soit 13,5 % des produits des activités ordinaires, contre 194,1 millions \$, soit 15,2 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu du profit sur la cession de ZFTC, le résultat opérationnel sectoriel aurait totalisé 179,8 millions \$, soit 14,1 % des produits des activités ordinaires, pour le premier semestre de l'exercice 2018.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le résultat opérationnel sectoriel total a progressé de 3,1 millions \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse de 5,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, neutralisée en partie par la diminution de 1,7 million \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,6 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 2,3 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme et des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

Au premier semestre de l'exercice 2019, le montant net des charges financières s'est établi à 35,9 millions \$, en hausse de 0,1 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Taux d'imposition de 19 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 15,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 19 %, comparativement à 27 % au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

La baisse du taux d'imposition par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC et par l'incidence défavorable des contrôles fiscaux au Canada survenus à l'exercice précédent, facteurs contrebalancés en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 26,1 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, comparativement à 22 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La baisse du taux d'imposition du premier semestre de l'exercice 2019 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent s'explique en grande partie par la vente de notre participation dans la coentreprise ZFTC et par l'incidence des contrôles fiscaux au Canada, facteurs contrebalancés en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	6 691,0 \$	6 839,4 \$
+ prises de commandes	985,9	1 674,9
- produits des activités ordinaires	(743,8)	(1 465,8)
+/- ajustements	(27,6)	(143,0)
Commandes engagées en fin de période	6 905,5 \$	6 905,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises ³ (exclusivement composé de commandes engagées)	399,6	399,6
Commandes non financées et options ³	1 362,5	1 362,5
Carnet de commandes total	8 667,6 \$	8 667,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,33. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,30.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	63,3	78,3	74,5	119,4	67,3 \$
	16,1	18,2	18,8	22,1	21,2 %
Défense et sécurité	34,1	21,5	36,3	30,3	33,3 \$
	10,6	8,0	12,5	11,7	12,2 %
Santé	1,3	(1,3)	6,7	1,5	2,2 \$
	4,3	—	19,1	5,4	7,8 %
Résultat opérationnel sectoriel total	98,7	98,5	117,5	151,2	102,8 \$

Capital utilisé⁴

<i>(montants en millions)</i>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 054,2	2 097,3	2 041,8	1 966,4	1 778,5 \$
Défense et sécurité	1 026,2	1 057,7	944,2	920,1	933,2 \$
Santé	209,4	208,8	211,5	205,0	206,4 \$
	3 289,8	3 363,8	3 197,5	3 091,5	2 918,1 \$

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

Expansions

- Nous avons annoncé l'expansion de notre capacité de formation en Europe avec le lancement d'un nouveau FFS Airbus A350 à Madrid (Espagne);
- Japan Airlines et nous avons annoncé l'expansion de notre capacité de formation avec le lancement d'un nouveau FFS Airbus A320 au centre JAL CAE Flight Training exploité en coentreprise à Tokyo (Japon).

Nouveaux programmes et produits

- Le centre de formation Abu Dhabi Aviation et nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la FAA pour des formations, des examens et des certifications de qualification sur type sur un nouveau FFS de l'appareil ERJ 145 d'Embraer;
- Nous avons lancé un programme de formation des élèves-pilotes, en collaboration avec Vueling.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 575,3 millions \$, dont des contrats portant sur la fourniture de 16 FFS au cours du trimestre, ce qui porte le total des commandes visant la fourniture de FFS du secteur civil à 34 pour le premier semestre de l'exercice.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat exclusif de 8 ans pour la formation des pilotes avec CityJet;
- Un contrat à long terme exclusif pour la formation des pilotes avec OceanAir;
- Un nouveau contrat de cinq ans pour la formation à la licence de pilote en équipage multiple avec Air Asia;
- Un nouveau contrat de formation à long terme avec Starspeed;
- Un contrat exclusif de 2 ans pour la formation des pilotes avec Polish Airlines (LOT);
- Un contrat exclusif pour la formation des pilotes avec Air Busan, par l'intermédiaire de notre coentreprise CAE Korea.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Produits des activités ordinaires	393,1	430,9	395,3	540,5	317,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	63,3	78,3	74,5	119,4	67,3 \$
Marges opérationnelles	16,1	18,2	18,8	22,1	21,2 %
ROS avant l'incidence des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	63,3	78,3	74,5	115,4	53,0 \$
Marges opérationnelles	16,1	18,2	18,8	21,4	16,7 %
Dotation aux amortissements	37,1	34,9	33,7	35,9	31,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	36,0	47,2	50,2	38,9	21,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	8,5	7,7	4,1	6,3	1,9 \$
Capital utilisé	2 054,2	2 097,3	2 041,8	1 966,4	1 778,5 \$
Carnet de commandes total	4 310,8	4 148,2	4 131,1	3 925,6	3 337,4 \$
Unités NES ⁵	215	213	212	205	199
FFS déployés dans le réseau de CAE	264	260	255	252	249
Taux d'utilisation ⁵	72	80	82	75	70 %
FFS livrés	5	12	8	18	11

Produits des activités ordinaires en hausse de 24 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Les produits des activités ordinaires ont augmenté par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs en raison de la combinaison de programmes et du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes à l'égard des appareils dont les produits des activités ordinaires sont comptabilisés progressivement. L'augmentation est aussi attribuable à l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. (l'AACE) par suite de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % au troisième trimestre de l'exercice 2018, à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau, essentiellement en Europe et en Amérique, et au taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique.

Les produits des activités ordinaires du premier semestre de l'exercice se sont établis à 824,0 millions \$, en hausse de 134,5 millions \$, soit 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs en raison de la combinaison de programmes à notre usine de fabrication, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de l'AACE, comme il est expliqué plus haut, par l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau, essentiellement en Europe et en Amérique, et par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 63,3 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, contre 67,3 millions \$ (21,2 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018. Compte non tenu du profit sur la cession de ZFTC, le résultat opérationnel sectoriel aurait été de 53,0 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Toujours compte non tenu de ce profit, le résultat opérationnel sectoriel du trimestre aurait augmenté de 19 % comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 4,0 millions \$, soit 6 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018. La diminution est essentiellement attribuable au profit comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2018 à la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC, contrebalancé en partie par une combinaison favorable de programmes à notre usine de fabrication et par le taux d'utilisation accru de simulateurs, essentiellement en Amérique.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 141,6 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 5,4 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'accroissement est essentiellement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, au taux d'utilisation accru de simulateurs, essentiellement en Amérique, et à l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau. Ces facteurs ont été annulés en partie par le profit comptabilisé à l'exercice précédent à la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC.

Dépenses en immobilisations corporelles de 36,0 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 22,2 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,8 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 43,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution en regard du trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la baisse des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, essentiellement attribuable aux variations du change.

Carnet de commandes total en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	3 849,3 \$	3 835,3 \$
+ prise de commandes	575,3	1 074,6
- produits des activités ordinaires	(393,1)	(824,0)
+/- ajustements	(59,0)	(113,4)
Commandes engagées en fin de période	3 972,5 \$	3 972,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	338,3	338,3
Carnet de commandes total	4 310,8 \$	4 310,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,46 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,49.

7.2 Défense et sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019****Expansion**

- Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'AOCE, un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels, d'évaluation et de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le dispositif d'entraînement au vol de série CAE 700MR, un dispositif d'entraînement au vol de nouvelle génération conçu spécialement pour l'entraînement au vol et aux missions des hélicoptères militaires;
- Nous avons conclu une entente afin d'offrir notre soutien pour la mise en lice du H-47 Chinook dans l'appel d'offres pour des hélicoptères de transport lourd (Schwerer Transporthubschrauber) des forces aériennes allemandes.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 380,2 millions \$, notamment :

- Des contrats de clients liés au gouvernement américain dont l'identité demeure confidentielle pour fournir de la formation et des services dans le cadre de programmes de sécurité de niveau supérieur par l'intermédiaire de CAE USA Mission Solutions Inc., qui comprend AOCE, que nous avons récemment acquise;
- Un contrat de la New Zealand Defence Force pour fournir à la Royal New Zealand Air Force un dispositif d'entraînement au vol NH90 FTD de Série CAE 700MR, ainsi que des services de maintenance et de soutien à long terme;
- Un contrat de l'U.S. Air Force (USAF) pour continuer à former les équipages du KC-135 et réaliser une série de mises à niveau et de modifications de simulateurs des dispositifs de formation du KC-135;
- Un contrat de l'USAF pour fournir des services d'entraînement des membres d'équipage du C-130H;
- Un contrat de Lockheed Martin pour soutenir la conception et la fabrication de simulateurs additionnels pour l'appareil C-130J de l'USAF.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Produits des activités ordinaires	320,3	268,3	290,5	259,8	272,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	34,1	21,5	36,3	30,3	33,3 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	10,6	8,0	12,5	11,7	12,2 %
Dotations aux amortissements	11,5	10,8	10,8	10,3	14,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	4,2	5,4	6,8	3,4	2,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	9,6	8,4	9,2	3,6	5,2 \$
Capital utilisé	1 026,2	1 057,7	944,2	920,1	933,2 \$
Carnet de commandes total	4 356,8	3 898,1	3 937,2	3 609,3	3 666,9 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 18 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'intégration dans nos résultats de ceux d'AOCE, acquise ce trimestre, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord, en Australie et au Moyen-Orient et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, facteurs annulés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens par suite du niveau d'activité accru enregistré à l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 588,6 millions \$, en hausse de 55,9 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens de même que par l'intégration dans nos résultats de ceux d'AOCE, facteurs neutralisés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens découlant du niveau d'activité accru enregistré à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 34,1 millions \$ (10,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 33,3 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 est essentiellement attribuable à la hausse des marges à l'égard de certains programmes européens, au volume accru à l'égard des programmes en Australie et au Moyen-Orient, à la diminution des frais de vente, généraux et d'administration, à l'intégration dans nos résultats de ceux d'AOCE et à la meilleure rentabilité de nos coentreprises. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des marges à l'égard des programmes nord-américains ainsi que par les coûts de restructuration et d'intégration engagés pour le trimestre par suite de l'acquisition d'AOCE.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 55,6 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 1,7 million \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par la diminution des marges à l'égard des programmes nord-américains et par les coûts de restructuration et d'intégration engagés pour le trimestre par suite de l'acquisition d'AOCE, facteurs annulés en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration et par l'accroissement des volumes à l'égard des programmes au Moyen-Orient et en Australie.

Capital utilisé en baisse de 31,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer et de la baisse des créances clients. La diminution s'explique également par l'augmentation des profits différés et des autres passifs non courants, et elle a été neutralisée en partie par la hausse des immobilisations incorporelles découlant essentiellement de l'acquisition d'AOCE.

Carnet de commandes total en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	2 841,7 \$	3 004,1 \$
+ prise de commandes	380,2	547,1
- produits des activités ordinaires	(320,3)	(588,6)
+/- ajustements	31,4	(29,6)
Commandes engagées en fin de période	2 933,0 \$	2 933,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	61,3	61,3
Commandes non financées et options	1 362,5	1 362,5
Carnet de commandes total	4 356,8 \$	4 356,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'acquisition d'AOCE, annulée en partie par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,19. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,03.

Au cours du trimestre, des commandes de 563,8 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées, essentiellement du fait de l'acquisition d'AOCE, et des commandes de 176,9 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019****Nouveaux programmes et produits**

- Nous avons lancé un simulateur d'intervention CAE CathLabVR entièrement repensé, modulaire et pleinement portable pour la formation des médecins et des résidents en matière de diagnostic et de procédures endovasculaires. Ce simulateur est destiné au contenu d'apprentissage clinique des clients et aux programmes de formation OEM de diverses sociétés de cardiologie;
- L'ASA et nous avons lancé Anesthesia SimSTAT — Robotic Surgery, troisième d'une série de modules interactifs de simulation d'anesthésies sur écran, pour lequel l'American Board of Anesthesiology accordera des crédits de MOCA.

Expansion

- Nous avons élargi notre accord de distribution avec WorldPoint pour la vente des mannequins CAE Ares dans des centres de simulation nord-américains, ce qui nous permet d'accéder au réseau unique de clients de WorldPoint.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé pour le trimestre ont été dominées par les simulateurs de patients et les simulateurs d'échographie vendus directement à nos clients en Amérique du Nord et par l'intermédiaire de nos distributeurs à l'échelle internationale.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Produits des activités ordinaires	30,4	22,8	35,1	27,9	28,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,3	(1,3)	6,7	1,5	2,2 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	4,3	—	19,1	5,4	7,8 %
Dotations aux amortissements	3,4	3,1	3,2	3,2	3,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,7	0,5	0,4	0,7	0,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,5	1,9	2,1	1,5	2,3 \$
Capital utilisé	209,4	208,8	211,5	205,0	206,4 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie et de patients, annulé en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'intervention.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 53,2 millions \$, en hausse de 1,0 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est en grande partie attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie et de patients, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention du fait d'une importante commande militaire reçue à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 1,3 million \$ (4,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, contre 2,2 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration de même que par la hausse des frais de recherche et de développement afin de soutenir les lancements de produits récents, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par une combinaison favorable de produits.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice a été de néant, en baisse de 0,6 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration, neutralisé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par une combinaison favorable de produits.

Capital utilisé en hausse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation en regard du trimestre précédent est attribuable à l'accroissement du fonds de roulement hors trésorerie découlant de la hausse des créances clients, neutralisée en partie par la diminution des immobilisations incorporelles, laquelle est essentiellement attribuable aux variations du change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	123,0 \$	102,4 \$	240,2 \$	184,3 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	54,1	(5,3)	(93,7)	(106,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	177,1 \$	97,1 \$	146,5 \$	77,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(17,2)	(13,8)	(40,6)	(28,7)
Autres actifs	—	(3,4)	(4,9)	(8,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	10,8	2,3	15,9
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(3,6)	(4,0)	(9,7)	(4,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	7,1	—	7,1	17,1
Dividendes versés	(25,7)	(23,2)	(48,8)	(44,2)
Flux de trésorerie disponibles ⁶	137,7 \$	63,5 \$	51,9 \$	25,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(23,7)	(10,6)	(53,4)	(44,8)
Frais de développement inscrits à l'actif	(15,6)	(6,0)	(28,7)	(12,1)
Actions ordinaires rachetées	(37,2)	(19,9)	(43,7)	(22,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	2,1	0,5	6,7	9,5
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(33,5)	(24,7)	(33,5)	(24,7)
Produit net de la cession d'une participation	—	114,0	—	114,0
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(8,7)	(5,8)	(14,8)	(4,4)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	21,1 \$	111,0 \$	(115,5) \$	40,5 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Flux de trésorerie disponibles de 137,7 millions \$ pour le trimestre

La hausse en regard du deuxième trimestre de l'exercice 2018 est en grande partie attribuable à l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, facteurs annulés en partie par la baisse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie disponibles du premier semestre de l'exercice se sont établis à 51,9 millions \$, soit 26,3 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, neutralisée en partie par la baisse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles, l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et le repli des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 40,9 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 23,7 millions \$ pour le trimestre et à 53,4 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 17,2 millions \$ pour le trimestre et 40,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

Regroupements d'entreprises de 33,5 millions \$ pour le trimestre

Les mouvements de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises sont attribuables à l'acquisition d'AOCE.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2018	30 juin 2018	31 mars 2018
Utilisation du capital :			
Actifs courants	2 149,5 \$	2 108,0 \$	2 123,3 \$
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(504,3)	(500,1)	(611,5)
Passifs courants	(1 592,4)	(1 488,8)	(1 474,1)
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	129,8	119,2	52,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	182,6 \$	238,3 \$	89,9 \$
Immobilisations corporelles	1 782,8	1 818,9	1 803,9
Autres actifs non courants	1 897,4	1 864,0	1 853,0
Autres passifs non courants	(785,1)	(794,1)	(799,9)
Total du capital utilisé	3 077,7 \$	3 127,1 \$	2 946,9 \$
Provenance du capital⁷ :			
Partie courante de la dette à long terme	129,8 \$	119,2 \$	52,2 \$
Dette à long terme	1 169,6	1 192,4	1 208,7
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(504,3)	(500,1)	(611,5)
Dette nette⁷	795,1 \$	811,5 \$	649,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 207,9	2 242,6	2 229,1
Participations ne donnant pas le contrôle	74,7	73,0	68,4
Provenance du capital	3 077,7 \$	3 127,1 \$	2 946,9 \$

Capital utilisé en baisse de 49,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie et des immobilisations corporelles, neutralisée en partie par l'augmentation des autres actifs non courants.

Notre RCU⁷ a été de 14,5 % pour le trimestre, comparativement à 11,1 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 14,6 % pour le trimestre précédent. Le RCU est tributaire du produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques à l'exercice 2018. Abstraction faite de ces facteurs, notre RCU se serait établi à 12,8 % pour le trimestre et à 12,6 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 55,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est essentiellement attribuable à la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer et des passifs sur contrat, facteur annulé en partie par l'augmentation des stocks.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Immobilisations corporelles en baisse de 36,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution découle en grande partie des variations du change et de la dotation aux amortissements, neutralisée en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

Autres actifs non courants en hausse de 33,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des immobilisations incorporelles, essentiellement du fait de l'acquisition d'AOCE.

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2018
Dette nette en début de période	811,5 \$	649,4 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(21,1)	115,5
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(13,7)	2,1
Incidence des regroupements d'entreprises	14,9	14,9
Autres	3,5	13,2
Variation de la dette nette pour la période	(16,4) \$	145,7 \$
Dette nette en fin de période	795,1 \$	795,1 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	25,8 %	

Nous disposons d'une marge de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également conclu une entente visant la vente de certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) d'un montant d'au plus 300,0 millions \$ US.

En avril 2018, nous avons conclu un emprunt à terme pour le financement de plusieurs simulateurs en Asie du Sud-Est, lequel représentait une obligation d'emprunt de 55,0 millions \$ au 30 septembre 2018.

En avril 2018, nous avons racheté divers actifs qui étaient auparavant financés aux termes de contrats de location simple. L'acquisition a été financée au moyen d'un emprunt à terme qui représentait une obligation de 16,4 millions \$ au 30 septembre 2018.

En juin 2018, nous avons remboursé des emprunts à terme sans droit de recours de 28,9 millions \$, lesquels avaient été acquis dans le cadre de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans l'AACE.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses respectives de nature financière usuelles. Au 30 septembre 2018, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en baisse de 33,0 millions \$ pour le trimestre

La baisse des capitaux propres s'explique en grande partie par l'incidence défavorable des variations de change de 58,8 millions \$, par les actions rachetées, puis annulées de 37,2 millions \$ aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et par les dividendes de 25,7 millions \$, facteurs contrebalancés en partie par le résultat net de 63,6 millions \$ et par des réévaluations favorables de régimes de retraite à prestations définies de 21,2 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2018, nous avons au total 266 574 989 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 639,3 millions \$. Nous avons également 7 350 450 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2018, nous avons un total de 266 306 889 actions ordinaires émises et en circulation, et 7 288 175 options étaient en cours aux termes du ROA.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Rachat et annulation d'actions

Le 9 février 2018, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons racheté et annulé 1 419 600 actions ordinaires (954 100 actions ordinaires en 2017) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 26,17 \$ l'action ordinaire (20,84 \$ en 2017), pour une contrepartie totale de 37,2 millions \$ (19,9 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 33,8 millions \$ (17,7 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Alpha-Omega Change Engineering

Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE) pour une contrepartie en espèces de 33,5 millions \$ (déduction faite de la trésorerie), abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. AOCE est un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le prix d'achat est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles. L'acquisition renforcera les capacités fondamentales de la Société, en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, renforcera sa position sur des plate-formes ayant une longue durée de vie telles que les avions de combat et élargira notre capacité de poursuivre des programmes à sécurité de niveau supérieur aux États-Unis.

L'actif net acquis, y compris les immobilisations incorporelles, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

La répartition du prix d'acquisition devrait être achevée dès que la direction aura rassemblé les informations importantes disponibles et jugera nécessaire pour finaliser la répartition.

11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 8 novembre 2018, nous avons annoncé que nous avons convenu d'acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant la prise en charge du passif. L'acquisition nous fournira une main d'oeuvre spécialisée, un portefeuille de clients et 12 simulateurs de vol d'avions d'affaires et des dispositifs d'entraînement à ajouter à notre réseau de formation. La clôture de la transaction est assujettie aux approbations réglementaires et devrait se conclure d'ici la deuxième moitié de l'année civile 2019.

En plus de l'accord portant sur l'acquisition de la division BAT de Bombardier, nous avons accepté de verser 155 millions \$ US à Bombardier afin de monétiser nos obligations de paiement de redevances futures en vertu de l'accord actuel de fournisseur autorisé de formation (ATP). Cela comporte également la prolongation de l'accord ATP de CAE avec Bombardier jusqu'en 2038. La transaction devrait se conclure d'ici la clôture de notre exercice financier actuel.

Les transactions seront financées par une combinaison de fonds en caisse, prélevés de sa facilité de crédit existante et de nouveaux prêts à terme.

12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

CAE a adopté IFRS 15 le 1^{er} avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2017. Nous avons également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1^{er} avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1^{er} avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne sera présenté pour les périodes antérieures au 1^{er} avril 2018.

Nous avons examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- Nous présentons auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

Rapprochement de la situation financière

	1 ^{er} avril 2017			31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients et autres débiteurs	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
Total de l'actif courant	1 919,7 \$	45,4 \$	1 965,1 \$	2 060,8 \$	62,5 \$	2 123,3 \$
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
Total de l'actif	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$
Passif et capitaux propres						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
Total du passif courant	1 273,9 \$	137,2 \$	1 411,1 \$	1 320,6 \$	153,5 \$	1 474,1 \$
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
Total du passif	3 273,8 \$	111,6 \$	3 385,4 \$	3 352,6 \$	130,1 \$	3 482,7 \$
Capitaux propres						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
Total des capitaux propres	2 081,0 \$	(68,7) \$	2 012,3 \$	2 366,6 \$	(69,1) \$	2 297,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$

Rapprochement du résultat net

	Trimestre clos le 30 septembre 2017			Semestre clos le 30 septembre 2017		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	646,0 \$	(27,8) \$	618,2 \$	1 344,9 \$	(70,5) \$	1 274,4 \$
Coût des ventes	458,0	(21,3)	436,7	944,2	(55,0)	889,2
Marge brute	188,0 \$	(6,5) \$	181,5 \$	400,7 \$	(15,5) \$	385,2 \$
Frais de recherche et de développement	30,0	—	30,0	62,3	—	62,3
Frais de vente, généraux et d'administration	75,1	—	75,1	169,9	—	169,9
Autres profits — montant net	(18,3)	—	(18,3)	(18,0)	—	(18,0)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,1)	—	(8,1)	(20,6)	(2,5)	(23,1)
Résultat opérationnel	109,3 \$	(6,5) \$	102,8 \$	207,1 \$	(13,0) \$	194,1 \$
Charges financières — montant net	17,5	0,1	17,6	35,3	0,5	35,8
Résultat avant impôt sur le résultat	91,8 \$	(6,6) \$	85,2 \$	171,8 \$	(13,5) \$	158,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	24,8	(1,7)	23,1	39,4	(4,4)	35,0
Résultat net	67,0 \$	(4,9) \$	62,1 \$	132,4 \$	(9,1) \$	123,3 \$
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,2 \$	(4,9) \$	60,3 \$	129,0 \$	(9,1) \$	119,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	—	1,8	3,4	—	3,4
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	0,48 \$	(0,03) \$	0,45 \$
Dilué	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	0,48 \$	(0,04) \$	0,44 \$

	Exercice clos le 31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	1 953,1	(7,5)	1 945,6
Marge brute	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	380,8	—	380,8
Autres profits — montant net	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(42,4)	(0,8)	(43,2)
Résultat opérationnel	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières — montant net	76,2	1,0	77,2
Résultat avant impôt sur le résultat	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	29,1	1,8	30,9
Résultat net	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	347,0 \$	(1,0) \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8,7	—	8,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, il n'y a aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-après.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Obligations de prestation

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulé des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. Nous tenons également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, nous l'estimons en fonction du coût que nous prévoyons engager, plus une marge appropriée.

Nos obligations de prestation sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si nous déterminons que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que nous avons un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si nous déterminons que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

Soldes des contrats

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque nous avons un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

L'application d'IFRS 15 exige que nous posions des jugements et fassions des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des jugements et des estimations relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

Nous avons adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1^{er} avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-après.

Instrument financiers

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, nous choisissons de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que prêts et créances et que détenus en vue de la vente au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

Dépréciation

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Nous avons appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrat.

Comptabilité de couverture

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que nous nous assurions que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle nous oblige également à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2019. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans les cas où nous sommes le preneur aux termes de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple aux termes d'IAS 17, nous prévoyons que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'état consolidé de la situation financière. La modification des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation découlant de l'adoption de cette norme devrait donner lieu à une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2018, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière évaluent périodiquement l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Nous avons acquis AOCE le 31 juillet 2018. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont limité la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de façon à exclure les contrôles, politiques et procédures d'AOCE. AOCE utilise des systèmes et des processus d'information distincts. Nous avons entrepris l'intégration des contrôles internes, politiques et procédures d'AOCE. Ce processus d'intégration devrait prendre fin à l'exercice 2019. Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2018, AOCE a contribué aux états financiers consolidés à hauteur d'environ 4 % des produits des activités ordinaires consolidés et d'environ 1 % du résultat opérationnel sectoriel total. De plus, le total de l'actif et le total du passif d'AOCE représentaient 2 % et 3 %, respectivement, du total consolidé de l'actif et du passif au 30 septembre 2018.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2019					
Produits des activités ordinaires	722,0	743,8	1)	1)	1 465,8 \$
Résultat net	71,6	63,6	1)	1)	135,2 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	60,7	1)	1)	130,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,9	1)	1)	5,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	1)	1)	0,49 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	1)	1)	0,48 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	267,4	1)	1)	267,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	269,2	1)	1)	269,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,31	1)	1)	1,30
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,52	1)	1)	1,53
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1,71	1)	1)	1,73
Exercice 2018					
Produits des activités ordinaires	656,2	618,2	828,2	720,9	2 823,5 \$
Résultat net	61,2	62,1	145,8	85,6	354,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	59,6	60,3	143,8	82,3	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	2,0	3,3	8,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,54	0,31	1,29 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,53	0,31	1,28 \$
Résultat par action avant l'incidence du profit net sur une transaction stratégique liée à l'une de nos coentreprises asiatiques	0,22	0,20	0,38	0,31	1,11 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	268,1	267,6	268,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	269,5	269,0	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1,27	1,26	1,28
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1,49	1,55	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1,68	1,75	1,70
Exercice 2017²⁾					
Produits des activités ordinaires	651,6	635,5	682,7	734,7	2 704,5 \$
Résultat net	69,3	48,9	69,3	69,1	256,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	68,7	48,3	67,6	67,4	252,0 \$
Activités abandonnées	(0,1)	0,1	0,2	(0,7)	(0,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,5	1,5	2,4	5,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action avant les éléments particuliers ⁹⁾	0,26	0,21	0,26	0,31	1,03 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	269,3	268,7	268,5	268,3	268,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,6	269,6	269,7	269,6	269,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,30	1,33	1,32	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1,46	1,44	1,41	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,85	1,71	1,66	1,64	1,71

¹⁾ Non disponible.²⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 15. De plus amples renseignements sont présentés sous *Modifications de méthodes comptables*.⁹⁾ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

État consolidé de la situation financière

	30 septembre 2018	31 mars 2018	1 avril 2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>			
		Retraité (note 2)	Retraité (note 2)
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,3 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	480,8	452,0	450,1
Actifs sur contrat	466,7	439,7	348,5
Stocks	574,5	516,1	549,0
Acomptes	56,0	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	54,4	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés	12,8	13,3	23,4
Total de l'actif courant	2 149,5 \$	2 123,3 \$	1 965,1 \$
Immobilisations corporelles	1 782,8	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	1 104,3	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence	252,7	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé	53,7	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés	11,0	11,5	16,0
Autres actifs	475,7	482,0	471,3
Total de l'actif	5 829,7 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer	732,3 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions	28,9	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer	15,5	15,3	9,6
Produits différés	9,6	10,0	11,4
Passifs sur contrat	667,2	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme	129,8	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés	9,1	18,1	15,5
Total du passif courant	1 592,4 \$	1 474,1 \$	1 411,1 \$
Provisions	37,3	39,5	39,1
Dette à long terme	1 169,6	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances	136,3	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel	175,8	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs	247,3	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé	186,5	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés	1,9	4,4	4,7
Total du passif	3 547,1 \$	3 482,7 \$	3 385,4 \$
Capitaux propres			
Capital-actions	639,3 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport	25,2	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global	165,2	260,3	191,1
Résultats non distribués	1 378,2	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 207,9 \$	2 229,1 \$	1 952,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	74,7	68,4	60,2
Total des capitaux propres	2 282,6 \$	2 297,5 \$	2 012,3 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 829,7 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2018	2017	2018	2017
			Retraité (note 2)		Retraité (note 2)
Produits des activités ordinaires	4	743,8 \$	618,2 \$	1 465,8 \$	1 274,4 \$
Coût des ventes		542,3	436,7	1 045,6	889,2
Marge brute		201,5 \$	181,5 \$	420,2 \$	385,2 \$
Frais de recherche et de développement		29,1	30,0	60,4	62,3
Frais de vente, généraux et d'administration		87,9	75,1	190,6	169,9
Autres profits – montant net	5	(9,4)	(18,3)	(14,6)	(18,0)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	4	(4,8)	(8,1)	(13,4)	(23,1)
Résultat opérationnel		98,7 \$	102,8 \$	197,2 \$	194,1 \$
Charges financières – montant net	6	19,9	17,6	35,9	35,8
Résultat avant impôt sur le résultat		78,8 \$	85,2 \$	161,3 \$	158,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat		15,2	23,1	26,1	35,0
Résultat net		63,6 \$	62,1 \$	135,2 \$	123,3 \$
Attribuable aux:					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		60,7 \$	60,3 \$	130,1 \$	119,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,9	1,8	5,1	3,4
Résultat par action attribuable					
aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	8	0,23 \$	0,22 \$	0,49 \$	0,45 \$
Dilué	8	0,23 \$	0,22 \$	0,48 \$	0,44 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>				
		Retraité		Retraité
Résultat net	63,6 \$	62,1 \$	135,2 \$	123,3 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(65,3) \$	(64,6) \$	(86,1) \$	(73,4) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(12,6)	(19,3)	(15,9)	(20,0)
Gain des couvertures de flux de trésorerie – montant net	12,7	16,8	4,3	24,5
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(1,8)	(11,3)	0,6	(10,1)
Gain (perte) d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	8,3	19,2	(1,4)	31,4
Impôt sur le résultat	0,8	1,0	4,7	(0,1)
	(57,9) \$	(58,2) \$	(93,8) \$	(47,7) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	28,9 \$	27,5 \$	33,1 \$	0,3 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	(0,1)	—	(0,1)	—
Impôt sur le résultat	(7,7)	(7,3)	(8,8)	(0,1)
	21,1 \$	20,2 \$	24,2 \$	0,2 \$
Autres éléments du résultat global	(36,8) \$	(38,0) \$	(69,6) \$	(47,5) \$
Total du résultat global	26,8 \$	24,1 \$	65,6 \$	75,8 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	25,1 \$	23,4 \$	59,3 \$	74,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	6,3	1,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Semestre clos le 30 septembre 2018 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du		Résultats non distribués		Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global	Résultats non distribués	2 229,1 \$			
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité note 2)	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	—	—	(95,1)	130,1 \$	130,1 \$	5,1 \$	135,2 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(95,1)	24,3	(70,8)	1,2	(69,6)	
Total du résultat global	—	—	—	(95,1)	154,4 \$	59,3 \$	6,3 \$	65,6 \$	
Options sur actions exercées	447 050	8,1	(1,1)	—	—	7,0	—	7,0	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 326	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	8 (1 686 700)	(4,0)	—	—	(39,7)	(43,7)	—	(43,7)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,0	—	—	5,0	—	5,0	
Dividendes en actions	8 74 783	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	(48,8)	(48,8)	—	(48,8)	
Soldes à la clôture de la période	266 574 989	639,3 \$	25,2 \$	165,2 \$	1 378,2 \$	2 207,9 \$	74,7 \$	2 282,6 \$	
Semestre clos le 30 septembre 2017 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période (Retraité note 2)	268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$		
Résultat net	—	—	—	(45,5)	119,9 \$	119,9 \$	3,4 \$	123,3 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(45,5)	0,2	(45,3)	(2,2)	(47,5)	
Total du résultat global	—	—	—	(45,5)	120,1 \$	74,6 \$	1,2 \$	75,8 \$	
Options sur actions exercées	902 400	13,5	(2,1)	—	—	11,4	—	11,4	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 082	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	8 (1 077 400)	(2,5)	—	—	(20,1)	(22,6)	—	(22,6)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	3,7	—	—	3,7	—	3,7	
Dividendes en actions	8 69 245	1,5	—	—	(1,5)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	(44,2)	(44,2)	—	(44,2)	
Soldes à la clôture de la période (Retraité)	268 292 551	627,9 \$	21,0 \$	145,6 \$	1 180,5 \$	1 975,0 \$	61,4 \$	2 036,4 \$	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2018	2017
			Retraité
Activités opérationnelles			
Résultat net		135,2 \$	123,3 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	4	63,6	59,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	4	37,2	42,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(13,4)	(23,1)
Impôt sur le résultat différé		15,4	2,0
Crédits d'impôt à l'investissement		(1,9)	(5,5)
Rémunération fondée sur des actions		3,0	2,0
Régimes de retraite à prestations définies		9,4	4,7
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(12,6)	(20,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(6,7)	1,9
Autres		11,0	(3,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(93,7)	(106,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		146,5 \$	77,9 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(33,5) \$	(24,7) \$
Produit net de la cession de participation dans un investissement		—	114,0
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	4	(94,0)	(73,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		2,3	15,9
Ajouts d'immobilisations incorporelles	4	(37,6)	(20,5)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(9,7)	(4,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		7,1	17,1
Autres		4,0	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(161,4) \$	24,3 \$
Activités de financement			
Produits tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		125,0 \$	96,0 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(125,0)	(96,0)
Produit tiré de la dette à long terme		75,1	17,9
Remboursement sur la dette à long terme		(61,2)	(15,1)
Remboursement sur des contrats de location-financement		(5,6)	(7,0)
Dividendes versés		(48,8)	(44,2)
Émission d'actions ordinaires		7,0	11,4
Rachat d'actions ordinaires	8	(43,7)	(22,6)
Autres		(0,3)	(1,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(77,5) \$	(61,5) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(14,8) \$	(4,4) \$
(Diminution) hausse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(107,2) \$	36,3 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		611,5	504,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		504,3 \$	541,0 \$
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		30,2 \$	32,5 \$
Intérêts reçus		7,9	5,8
Impôt sur le résultat payé		17,2	22,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 13 novembre 2018.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018, à l'exception des changements présentés à la note 2.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

IFRS 15 a été adopté le 1^{er} avril 2018. La Société a choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2017. La Société a également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1^{er} avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1^{er} avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne sera présenté pour les périodes antérieures au 1^{er} avril 2018.

La Société a examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- La Société présentait auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

Rapprochement de la situation financière

	1 avril 2017			31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients et autres débiteurs	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
Total de l'actif courant	1 919,7 \$	45,4 \$	1 965,1 \$	2 060,8 \$	62,5 \$	2 123,3 \$
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
Total de l'actif	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$
Passif et capitaux propres						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
Total du passif courant	1 273,9 \$	137,2 \$	1 411,1 \$	1 320,6 \$	153,5 \$	1 474,1 \$
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
Total du passif	3 273,8 \$	111,6 \$	3 385,4 \$	3 352,6 \$	130,1 \$	3 482,7 \$
Capitaux propres						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
Total des capitaux propres	2 081,0 \$	(68,7) \$	2 012,3 \$	2 366,6 \$	(69,1) \$	2 297,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$

Rapprochement du résultat net

	Trimestre clos le 30 septembre 2017			Semestre clos le 30 septembre 2017		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	646,0 \$	(27,8) \$	618,2 \$	1 344,9 \$	(70,5) \$	1 274,4 \$
Coût des ventes	458,0	(21,3)	436,7	944,2	(55,0)	889,2
Marge brute	188,0 \$	(6,5) \$	181,5 \$	400,7 \$	(15,5) \$	385,2 \$
Frais de recherche et de développement	30,0	—	30,0	62,3	—	62,3
Frais de vente, généraux et d'administration	75,1	—	75,1	169,9	—	169,9
Autres profits – montant net	(18,3)	—	(18,3)	(18,0)	—	(18,0)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,1)	—	(8,1)	(20,6)	(2,5)	(23,1)
Résultat opérationnel	109,3 \$	(6,5) \$	102,8 \$	207,1 \$	(13,0) \$	194,1 \$
Charges financières – montant net	17,5	0,1	17,6	35,3	0,5	35,8
Résultat avant impôt sur le résultat	91,8 \$	(6,6) \$	85,2 \$	171,8 \$	(13,5) \$	158,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	24,8	(1,7)	23,1	39,4	(4,4)	35,0
Résultat net	67,0 \$	(4,9) \$	62,1 \$	132,4 \$	(9,1) \$	123,3 \$
Attribuable aux:						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	—	1,8	3,4	—	3,4
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	0,48 \$	(0,03) \$	0,45 \$
Dilué	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	0,48 \$	(0,04) \$	0,44 \$

	Exercice clos le 31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	1 953,1	(7,5)	1 945,6
Marge brute	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	380,8	—	380,8
Autres profits – montant net	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(42,4)	(0,8)	(43,2)
Résultat opérationnel	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières – montant net	76,2	1,0	77,2
Résultat avant impôt sur le résultat	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	29,1	1,8	30,9
Résultat net	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux:			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
Participations ne donnant pas le contrôle	8,7	—	8,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Obligations de prestation

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulatif des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. La Société tient également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, la Société l'estime en fonction du coût qu'elle prévoit engager, plus une marge appropriée.

Les obligations de prestation de la Société sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si la Société détermine que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que la Société a un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si la Société considère que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

Soldes des contrats

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque la Société a un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

L'application d'IFRS 15 exige que la Société pose des jugements et fasse des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des estimations et des jugements relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

La Société a adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1^{er} avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de CAE.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

Instruments financiers

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société choisit de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que prêts et créances et que détenus en vue de la vente au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

Dépréciation

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. La Société a appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrats.

Comptabilité de couverture

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que la Société s'assure que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle oblige également la Société à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2019. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans les cas où la Société est le preneur aux termes de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple aux termes d'IAS 17, la Société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, d'actifs et de passifs, à l'état consolidé de la situation financière. La modification des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation découlant de l'adoption de cette norme devrait donner lieu à une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Alpha-Omega Change Engineering

Le 31 juillet 2018, la Société a acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) pour une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie) de 33,5 millions \$, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. AOCE est un fournisseur de service d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le prix d'achat est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles. L'acquisition renforcera les capacités fondamentales de la Société, en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, renforcera sa position sur des plate-formes ayant une longue durée de vie telles que les avions de combat et élargira notre capacité de poursuivre des programmes à sécurité de niveau supérieur aux États-Unis.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

La répartition du prix d'achat devrait être achevée dès que la direction aura rassemblé toutes les informations importantes disponibles et jugées nécessaires pour la finaliser.

NOTE 4 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

La Société a décidé de ventiler les produits tirés des contrats avec les clients par segment, par produits et services et par emplacement géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>		Retraité		Retraité		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires externes	393,1 \$	317,9 \$	320,3 \$	272,0 \$	30,4 \$	28,3 \$	743,8 \$	618,2 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	27,4	22,9	4,9	5,1	0,6	0,6	32,9	28,6
Immobilisations incorporelles et autres actifs	9,7	8,9	6,6	8,9	2,8	2,5	19,1	20,3
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,2	0,3	0,2	0,2	—	—	0,4	0,5
Baisse de valeur des créances clients – montant net	0,1	0,2	0,4	—	—	—	0,5	0,2
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	1,9	6,4	2,9	1,7	—	—	4,8	8,1
Résultat opérationnel sectoriel	63,3	67,3	34,1	33,3	1,3	2,2	98,7	102,8

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>		Retraité		Retraité		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires externes	824,0 \$	689,5 \$	588,6 \$	532,7 \$	53,2 \$	52,2 \$	1 465,8 \$	1 274,4 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	52,9	48,2	9,4	10,3	1,3	1,3	63,6	59,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	19,1	18,8	12,9	18,5	5,2	5,4	37,2	42,7
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,2	1,9	0,3	0,4	0,1	—	0,6	2,3
Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net	0,3	0,1	0,4	—	—	(0,1)	0,7	—
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	7,6	17,7	5,8	5,4	—	—	13,4	23,1
Résultat opérationnel sectoriel	141,6	136,2	55,6	57,3	—	0,6	197,2	194,1

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Solutions de formation pour l'aviation civile	44,5 \$	23,8 \$	99,4 \$	62,5 \$
Défense et sécurité	13,8	7,5	27,6	26,2
Santé	2,2	2,5	4,6	5,3
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	60,5 \$	33,8 \$	131,6 \$	94,0 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
		Retraité
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 078,7 \$	3 072,8 \$
Défense et sécurité	1 565,3	1 414,0
Santé	250,5	253,5
Actif non inclus dans l'actif utilisé	935,2	1 039,9
Total de l'actif	5 829,7 \$	5 780,2 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 024,5 \$	1 031,0 \$
Défense et sécurité	539,1	469,8
Santé	41,1	42,0
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 942,4	1 939,9
Total du passif	3 547,1 \$	3 482,7 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	302,5 \$	262,4 \$	614,5 \$	524,0 \$
Formation et services	441,3	355,8	851,3	750,4
	743,8 \$	618,2 \$	1 465,8 \$	1 274,4 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	60,4 \$	62,0 \$	124,5 \$	137,8 \$
États-Unis	282,5	225,0	525,1	473,7
Royaume-Uni	49,7	61,9	105,0	129,2
Allemagne	26,8	21,3	52,6	40,7
Pays-Bas	17,6	19,2	25,4	42,3
Autres pays d'Europe	124,1	74,2	227,6	146,5
Émirats arabes unis	34,5	31,6	61,5	61,2
Chine	24,5	47,5	104,8	69,2
Autres pays d'Asie	73,8	42,0	148,6	110,1
Australie	11,3	13,4	28,0	25,9
Autres pays	38,6	20,1	62,7	37,8
	743,8 \$	618,2 \$	1 465,8 \$	1 274,4 \$

	30 septembre	31 mars
	2018	2018
		Retraité
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	948,9 \$	903,2 \$
États-Unis	1 018,0	945,7
Brésil	115,8	118,1
Royaume-Uni	234,9	250,3
Luxembourg	182,9	194,1
Pays-Bas	200,0	223,6
Autres pays d'Europe	317,3	324,8
Malaisie	171,4	197,1
Autres pays d'Asie	156,7	149,2
Autres pays	84,7	82,1
	3 430,6 \$	3 388,2 \$

NOTE 5 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Cession d'immobilisations corporelles	0,1 \$	4,3 \$	1,1 \$	5,2 \$
Montant net des gains (pertes) de change	11,7	(0,8)	15,4	(2,4)
Réévaluation d'un investissement – montant net	—	14,3	—	14,3
Autres	(2,4)	0,5	(1,9)	0,9
Autres profits – montant net	9,4 \$	18,3 \$	14,6 \$	18,0 \$

NOTE 6 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	14,9 \$	13,1 \$	29,6 \$	26,3 \$
Contrats de location-financement	2,1	2,3	3,7	4,8
Obligations relatives aux redevances	3,0	2,7	6,0	5,4
Obligations au titre des avantages du personnel	1,5	1,2	2,7	2,4
Dotations aux amortissements des frais de financement	0,3	0,4	0,6	0,7
Autres	2,7	1,9	5,3	4,4
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,1)	(0,7)	(2,1)	(1,7)
Charges financières	23,4 \$	20,9 \$	45,8 \$	42,3 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,4) \$	(2,5) \$	(4,7) \$	(4,9) \$
Autres	(1,1)	(0,8)	(5,2)	(1,6)
Produits financiers	(3,5) \$	(3,3) \$	(9,9) \$	(6,5) \$
Charges financières – montant net	19,9 \$	17,6 \$	35,9 \$	35,8 \$

NOTE 7 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

Projet Intelligence Numérique

Durant le trimestre, la Société a annoncé son intention d'investir en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence Numérique (PDI). L'objectif de ce projet est de développer des solutions de formation de prochaine génération pour les secteurs de l'aviation, de la défense et sécurité, et de la santé, qui mettront à profit les technologies numériques.

Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Fonds stratégique pour l'innovation (FSI), et le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec (IQ) ont accepté de participer au projet au moyen de prêts sans intérêt et remboursables en partie, jusqu'à concurrence de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement, en lien avec les dépenses admissibles engagées de l'exercice 2019 à l'exercice 2023.

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innové, SimÉco 4.0 et PDI sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Montant net à recevoir à l'ouverture de la période	8,3 \$	6,4 \$	6,2 \$	6,3 \$
Contributions	11,5	6,7	19,0	13,9
Paiements reçus	(3,5)	(6,5)	(8,9)	(13,6)
Montant net à recevoir à la clôture de la période	16,3 \$	6,6 \$	16,3 \$	6,6 \$

NOTE 8 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 9 février 2018, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018, la Société avait racheté et annulé 1 686 700 actions ordinaires (1 077 400 actions en 2017) au prix moyen pondéré de 25,89 \$ l'action ordinaire (20,97 \$ en 2017) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 43,7 millions \$ (22,6 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 39,7 millions \$ (20,1 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	267 438 819	268 706 139	267 541 485	268 640 173
Effet dilutif des options sur actions	1 773 139	1 178 035	1 691 672	1 198 510
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	269 211 958	269 884 174	269 233 157	269 838 683

Pour les trois et six mois se terminant le 30 septembre 2018, des options sur 1 722 800 actions ordinaires (1 950 100 en 2017) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018 se sont élevés à 26,7 millions \$, soit 0,10 \$ par action (24,2 millions \$ en 2017, soit 0,09 \$ par action). Pour les six mois se terminant le 30 septembre 2018, les dividendes déclarés se sont élevés à 50,8 millions \$, soit 0,19 \$ par action (45,7 millions \$ en 2018, soit 0,17 \$ par action).

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2018	2017
		Retraité
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(0,7) \$	51,6 \$
Actifs sur contrat	(24,3)	(55,4)
Stocks	(53,8)	(55,5)
Acomptes	(6,2)	(8,4)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(19,2)	9,8
Dettes fournisseurs et charges à payer	37,1	(122,6)
Provisions	(5,4)	(13,9)
Impôt sur le résultat à payer	1,2	(10,1)
Produits différés	(1,6)	(1,0)
Passifs sur contrat	(20,8)	99,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(93,7) \$	(106,4) \$

NOTE 10 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du portefeuille de placement dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables et les juste valeurs des instruments financiers par catégorie:

	Niveau	30 septembre		31 mars	
		Valeur comptable	Juste valeur 2018	Valeur comptable	Juste valeur 2018
		Total	Total	Retraité Total	Retraité Total
Actifs (passifs) financiers à la JVRN¹⁾					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	504,3 \$	504,3 \$	611,5 \$	611,5 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	31,3	31,3	31,8	31,8
Dérivés incorporés sur devises	Niveau 2	0,7	0,7	0,9	0,9
Swaps sur actions	Niveau 2	(2,2)	(2,2)	1,5	1,5
Contrats de change à terme	Niveau 2	(0,3)	(0,3)	(2,1)	(2,1)
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	(11,3)	(11,3)	(11,0)	(11,0)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises	Niveau 2	9,7	9,7	10,6	10,6
Contrats de change à terme	Niveau 2	4,9	4,9	(8,7)	(8,7)
Swaps de taux d'intérêt	Niveau 2	—	—	0,1	0,1
Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti					
Créances clients ²⁾	Niveau 2	445,9	445,9	416,0	416,0
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	92,2	97,2	93,8	101,4
Avances à un placement de portefeuille	Niveau 2	31,6	31,6	38,1	38,4
Autres actifs ³⁾	Niveau 2	28,4	28,5	30,8	30,8
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁴⁾	Niveau 2	(645,7)	(645,7)	(588,2)	(588,2)
Total de la dette à long terme ⁵⁾	Niveau 2	(1 301,3)	(1 342,5)	(1 262,9)	(1 322,8)
Autres passifs non courants ⁶⁾	Niveau 2	(157,1)	(173,7)	(156,5)	(177,4)
Actifs financiers à la JVRG⁷⁾					
Portefeuille d'investissement	Niveau 3	1,4	1,4	1,5	1,5
		(967,5) \$	(1 020,2) \$	(792,8) \$	(865,7) \$

¹⁾ JVRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

³⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁴⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁵⁾ La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

⁶⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁷⁾ JVRG: juste valeur par le biais du résultat global.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la JVRN. En outre, aucune modification n'a été apportée à l'évaluation des instruments financiers depuis leur mise en place.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont les suivantes :

<i>Semestre clos le 30 septembre</i>	2018
Solde à l'ouverture de la période	(9,5) \$
Total des pertes réalisées et latentes:	
Inclus dans le résultat net	(0,3)
Inclus dans le résultat global	(0,1)
Solde à la clôture de la période	(9,9) \$

NOTE 11 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
		Retraité
Créances clients et autres débiteurs	40,8 \$	38,0 \$
Actifs sur contrat	15,7	15,9
Autres actifs	20,6	25,4
Dettes fournisseurs et charges à payer	5,0	7,2
Passifs sur contrat	20,6	6,4

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
		Retraité		Retraité
Produits des activités ordinaires	16,6 \$	10,5 \$	22,7 \$	28,9 \$
Achats	0,4	1,2	1,2	2,3
Autres produits	0,3	0,5	0,7	0,8

NOTE 12 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 8 novembre 2018, la Société a annoncé qu'elle a convenu d'acquérir la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier pour une contrepartie de 645 millions \$ US, avant la prise en charge du passif. L'acquisition fournira à la Société une main d'oeuvre spécialisée, un portefeuille de clients et 12 simulateurs de vol d'avions d'affaires et des dispositifs d'entraînement à ajouter à son réseau de formation. La clôture de la transaction est assujettie aux approbations réglementaires et devrait se conclure d'ici la deuxième moitié de l'année civile 2019.

En plus de l'accord portant sur l'acquisition de la division BAT de Bombardier, la Société a accepté de verser 155 millions \$ US à Bombardier afin de monétiser ses obligations de paiement de redevances futures en vertu de l'accord actuel de fournisseur autorisé de formation (ATP). Cela comporte également la prolongation de l'accord ATP de CAE avec Bombardier jusqu'en 2038. La transaction devrait se conclure d'ici la clôture de l'exercice financier actuel de CAE.

Les transactions seront financées par une combinaison de fonds en caisse, prélevés de sa facilité de crédit existante et de nouveaux prêts à terme.